

# LA LUTTE CONTRE LA MACHINE A EXPULSER EN PROCES...

**M**ercredi 31 janvier 2018 à 13h30, sept camarades et compagnon.ne.s passeront en procès à Paris à la 16e chambre du tribunal correctionnel. Deux sont accusé.e.s d'avoir « volontairement dégradé ou détérioré des locaux professionnels de la société Air France », un autre est accusé d'avoir « volontairement dégradé ou détérioré des locaux professionnels de la SNCF et de Bouygues Télécom », et tous sont accusés du refus de livrer leur ADN et leur signalétique (dont quatre uniquement de cela).

Ces petites visites inamicales d'une trentaine d'inconnus dans les locaux d'Air France à Bastille puis dans ceux de la SNCF à Jourdain se sont produites en plein jour le 17 mars 2010, quelques heures après la condamnation de dix sans-papiers à des années de prison ferme pour l'incendie du centre de rétention de Vincennes. Elles s'inscrivent plus largement dans le cadre de la lutte contre la machine à trier, enfermer et expulser les indésirables, ponctuée ces années-là de vagues de sabotages contre une partie de ses nombreux rouages. Un peu moins de huit années après des faits gérés par la section anti-terroriste du 36 quai des Orfèvres, l'Etat n'oublie rien, et ça tombe bien, car nous non plus !

La SNCF est toujours un auxiliaire zélé du ministère de l'Intérieur à Vintimille comme ailleurs, Bouygues s'enrichit toujours sur l'enfermement et la mise en cage, Air France continue sa collaboration aux déportations forcées parfois assassines (dernier mort en date, un expulsé algérien de 34 ans sur le vol Air France Copenhague-Paris le 22 novembre dernier), les indésirables «sans-papiers» ou «réfugiés» sont toujours traqués, tabassés, humiliés et expulsés quotidiennement sous nos yeux dans les rues de Paris comme de Calais, et la Méditerranée se remplit toujours de milliers de cadavres qui avaient le tort d'être dépourvus d'un petit bout de papier.

En outre, l'Etat se prépare désormais à expulser en masse beaucoup de celles et ceux qui à force de courage et de détermination sont parvenu.e.s ces dernières années à passer entre les mailles du filet. Le projet de loi sur l'immigration examiné à partir d'avril prévoit ainsi le doublement de la



durée de rétention jusqu'à 105 jours (en cas de refus d'expulsion) grâce à la construction de 400 places supplémentaires dans les prisons pour étrangers sans-papiers (les CRA) ou jusqu'à 24h de «retenue administrative» en cas de contrôle d'identité dans la rue ou les transports pour les détenteurs de carte de séjour. Dès le 12 décembre, la circulaire Collomb avait d'ailleurs donné le ton avec la création d'une brigade mobile spécialisée dans le tri des réfugiés à l'intérieur des structures d'hébergement, ou encore en augmentant la fréquence de vols spéciaux privés et de charters pour suppléer Air France.

**C**ar au-delà des sept nouveaux individus que l'Etat a choisi de renvoyer laborieusement en procès après des années d'instruction (trois autres ont déjà été condamnés en juin 2017 à 4 mois avec sursis pour des «dégradations en réunion» dans un autre volet de ces enquêtes), c'est bien toute une lutte qui sera jugée : celle contre la machine à expulser qui, de 2006 à 2011, a touché des centaines d'objectifs de manière variée, par le feu ou le marteau, le sabotage à l'acide ou à la colle, sans compter les balades sauvages, les manifestations et les discussions publiques, les collages d'affiches ou la diffusion de tracts et autres propositions adressées à la rue. Une lutte sans sujet ni centre politique, qui propose à chacun l'auto-organisation sans médiation et l'action directe diffuse à partir d'un angle particulier, une lutte au nom de la « liberté pour tous et toutes, avec ou sans papiers ».

C'est donc aussi cette manière de lutter et de s'auto-organiser de façon autonome au sein de la guerre sociale qui sera jugée, une manière sans partis ni syndicats où on se met en jeu à la première personne pour agir directement contre tout ce qui nous opprime, des frontières à l'enfermement, du contrôle social aux guerres technologiques, de l'exploitation à toutes les dominations, une manière qui est aujourd'hui plus que jamais d'actualité pour en finir avec le vieux monde de l'autorité.

*Des ennemis de toutes les frontières*

---

**DISCUSSION PUBLIQUE**  
**LUNDI 22 JANVIER 2018 - 19H**  
**CICP - 21TER RUE VOLTAIRE - 75011 PARIS**